# Les réflexions économiques suscitées par l'écologie

Jacques Fontanel

▶ **To cite this version:**

Jacques Fontanel. Les réflexions économiques suscitées par l'écologie. Ecologie, économie et pluriges-tion, Editions Entente, 1979. hal-03499590

**HAL Id: hal-03499590**

**https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-03499590v1**

Submitted on 21 Dec 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Les réflexions économiques suscitées par l'écologie

Jacques Fontanel

Ecologie, économie et plurigestion

Editions Entente,
Paris, 1979.

Dans l'analyse économique de l'écologie, trois thèmes sont privilégiés. D'abord, les économistes ont proposé l'internalisation des dégâts environnementaux dans le calcul économique, ce qui soulève le problème spécifique de l'horizon temps choisi à cet effet. Ensuite, la crise de l'économie pose de nouvelles interrogations sur la notion de profit, de pouvoir, de civilisation et de la défense des intérêts collectifs dans tous les territoires et pour toutes les générations. Enfin, l'écologie a suscité de nouvelles réflexions sur les finalités de l'homme et l'opposition entre les activités économiques contraintes et l'intéret individuel et collectif de chaque homme. Une nouvelle analyse des besoins et de leurs relations avec les marchandises doit être engagée.

In the economic analysis of ecology, three themes are privileged. First, economists have proposed the internalization of environmental damage in the economic calculation, which raises the specific problem of the time horizon chosen for this purpose. Then, the crisis of the economy raises new questions about the notion of profit, power, civilization and the defense of collective interests in all territories and for all generations. Finally, ecology has given rise to new reflections on the finalities of man and the opposition between constrained economic activities and the individual and collective interest of each man. A new analysis of the needs and their relations with the goods must be engaged.

Besoins, marchandise, écologie, environnement, intérêt collectif, calcul économique, patrimoine économique.

Needs, goods, ecology, environment, collective interest, economic calculation, economic heritage.

# Les réflexions suscitées par l'écologie

Ni le capitalisme, ni le socialisme n'échappent aux critiques des défenseurs de l'écologie. Notre mode de vie actuel n'a pas d'avenir ; il est un passage, peut-être non irréversible, vers une société où l'homme deviendra l'esclave de la machine sociale. La grande leçon des écologistes est de nous rappeler avec force les voies de la sagesse : qu'allons-nous faire de notre planète ? Illich indique cinq menaces qui risquent de briser l'équilibre de l'espèce humaine : le saccage du milieu physique qui rompt les équilibres naturels, le développement des « monopoles radicaux », la distribution très inégale du savoir issu d'un dressage intentionnel et programmé, la polarisation croissante du pouvoir et la perte progressive des racines humaines par le refus systématique du recours au précédent. L'écologie montre jusqu'où l'homme peut aller sans se perdre. Survivre est fondamental, mais ce n'est pas assez ;

l'homme a aussi droit au bonheur et à la vie authentique.

Il reste que l'écologie en tant que force politique ne débouche pas sur des analyses cohérentes : les écologistes sont souvent provoqués par l'événement immédiat et ils ne donnent pas souvent des réflexions profondes sur les tenants et aboutissants des critiques qu'ils formulent aux formations économiques et sociales contemporaines. Cependant, les forces écologiques incitent à la réflexion et il n'est plus possible d'éviter l'analyse des conséquences de l'industrialisation. Trois thèmes sont généralement abordés :

— les économistes se sont efforcés « d'internaliser » l'environnement dans le calcul économique ;

— la crise de l'économie a été mise en évidence, conduisant ainsi à de nouvelles réflexions sur le profit, le pouvoir ou tout simplement l'homme. Une nouvelle connaissance des limites de notre civilisation s'est alors développée ;

— de nouvelles réflexions ont tendu à revenir sur les « fins » de l'homme et sur les objectifs de l'activité économique.

## 1 — L'écologie économique

Il ne faut pas considérer l'écologie économique comme un mouvement de pensée

homogène. D'une part elle se présente comme un type de réflexion absolument nécessaire, puisqu'elle s'efforce de mesurer l'impact des pollutions en termes économiques ; d'autre part elle apporte de nombreuses informations permettant de mieux connaître les tenants et aboutissants des décisions économiques. Cependant, l'écologie économique ne peut se passer d'une réflexion politique, et chaque fois que des chercheurs se situeront délibérément sur le seul terrain économique, ils auront une attitude d'acceptation des structures économiques, politiques et sociales existantes sous réserve de « l'internalisation » dans le calcul économique de « valeurs » non marchandes. La protection de l'environnement met en jeu des intérêts contradictoires au niveau des différents acteurs : créations d'emploi, rentabilité des entreprises, rareté générale de certains biens, affectation des dépenses de protection. L'attitude de l'économiste consiste à déterminer la solution optimale résultant des oppositions. L'analyse économique de l'écologie sert trop souvent de caution, quasi technocratique, aux pouvoirs en place.

La protection de l'environnement ne peut ignorer les règles de la rationalité économique. Les économistes classiques ne se préoccupaient pas de la pollution, mais ils mettaient en exergue l'épuisement possible des ressources non renouvelables et l'apparition progressive d'un état station-

naire (Smith, Ricardo, Malthus). Pour les économistes du « Welfare », le bien-être ne peut être appréhendé que partiellement par l'étalon monétaire et le bien-être réel ne peut être recherché que par la prise en compte, grâce à l'intervention de l'État, des externalités. Depuis lors un économiste comme Fançois Perroux a réclamé une économie « de tout l'homme et de tous les hommes » et les efforts de Bertrand de Jouvenel, de Kolm, de Commoner, d'Attali ou de Boulding ont conduit à introduire dans le corps même de la science économique, les préoccupations d'environnement. Trois domaines d'étude semblent avoir intéressé les économistes : l'internalisation de l'environnement, la mesure du rôle de l'intervention de l'État et la mesure de l'environnement.

## A — INTERNALISATION DE L'ENVIRONNEMENT DANS L'ANALYSE ÉCONOMIQUE

Les économistes ont découvert que l'environnement était une richesse et que sa destruction systématique n'était pas économiquement rationnelle. Ils ont pour la plupart considéré que l'environnement avait un prix, certes difficile à évaluer, mais qu'il convenait de ne plus négliger. Il n'est évidemment pas possible de rendre compte dans le cadre de ce petit ouvrage

naire (Smith, Ricardo, Malthus). Pour les économistes du « Welfare », le bien-être ne peut être appréhendé que partiellement par l'étalon monétaire et le bien-être réel ne peut être recherché que par la prise en compte, grâce à l'intervention de l'État, des externalités. Depuis lors un économiste comme Fançois Perroux a réclamé une économie « de tout l'homme et de tous les hommes » et les efforts de Bertrand de Jouvenel, de Kolm, de Commoner, d'Attali ou de Boulding ont conduit à introduire dans le corps même de la science économique, les préoccupations d'environnement. Trois domaines d'étude semblent avoir intéressé les économistes : l'internalisation de l'environnement, la mesure du rôle de l'intervention de l'État et la mesure de l'environnement.

## A — INTERNALISATION DE L'ENVIRONNEMENT DANS L'ANALYSE ÉCONOMIQUE

Les économistes ont découvert que l'environnement était une richesse et que sa destruction systématique n'était pas économiquement rationnelle. Ils ont pour la plupart considéré que l'environnement avait un prix, certes difficile à évaluer, mais qu'il convenait de ne plus négliger. Il n'est évidemment pas possible de rendre compte dans le cadre de ce petit ouvrage

de toutes les analyses actuellement réalisées ; nous retiendrons surtout celles qui expriment le mieux le type de réflexion contemporain.

Solow (1) considère que la richesse produite annuellement dépend de trois facteurs de production : la force de travail L, le capital reproductible K et la quantité R consommée d'une ressource naturelle rare dont le stock initial est $\bar{R}$. La fonction de production s'écrit alors ainsi (2) :

$$Pt = f(Lt, Kt, Rt)$$

où P représente la production annuelle et t le temps.

A chaque période, il faut choisir quelle quantité Rt on peut utiliser pour la production Pt et quelle est la part Ct de cette production que l'on va consommer, le reste étant investi en capital reproductible.

$$K(t+1) - Kt = It - a.Kt$$

I étant l'investissement et a le cœfficient d'amortissement.

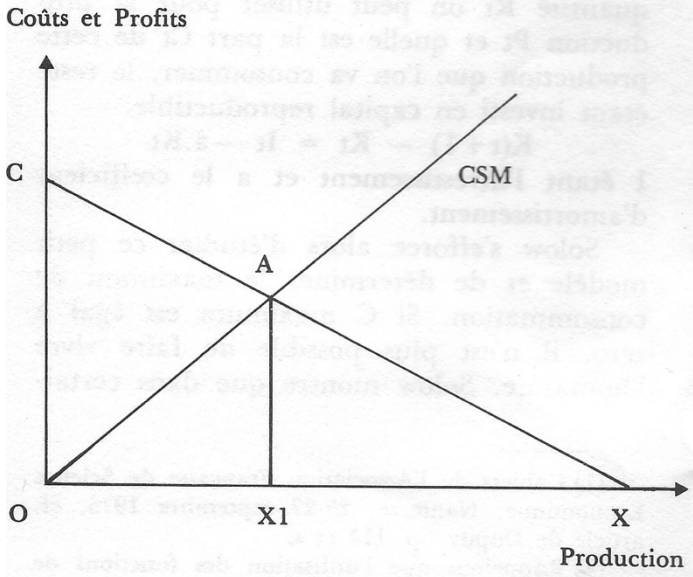
Solow s'efforce alors d'étudier ce petit modèle et de déterminer le maximum de consommation. Si C maximum est égal à zéro, il n'est plus possible de faire vivre l'humanité. Solow montre que dans certai-

---

(1) Cahiers de l'Association Française de Science Economique, Nanterre, 25-27 septembre 1975, cf. article de Dupuy : p. 117 et s.

(2) Rappelons que l'utilisation des fonctions de production « à plusieurs facteurs de production » présente une connotation néo-classique.

nes conditions liées aux valeurs de certains paramètres du modèle, il est possible de définir une consommation constante sur une période infinie, malgré la non-reproduction des ressources naturelles. En fait, l'univers ainsi présenté s'avère assez inquiétant, car à la limite, il devient complètement artificiel. Un monde « à la Aldous Huxley » est une nécessité de survie infinie du genre humain. Ce type de réflexion, pour intéressant qu'il soit au simple niveau de la spéculation intellectuelle, ne nous paraît guère faire avancer la réflexion économique.




**Introduction de la pollution dans le raisonnement économique.**

D'autres études s'efforcent d'analyser les cas de déséconomies externes qui traduisent les conflits entre intérêt privé et intérêt collectif. Il faut faire en sorte que les coûts sociaux des activités économiques n'excèdent jamais les avantages privés. Il est possible de comprendre ce type d'analyse en raisonnant sur la figure n°1.

Si CX représente la courbe du profit marginal privé, CSM représente le coût social marginal. Si l'on se réfère à la seule optimation du profit marginal privé, la firme produit OX, le profit total étant alors égal à la surface du triangle OCX. Si l'on tient compte du coût social, le niveau de production se situe à la valeur OX1. En effet une valeur inférieure à OX1 réduit certes le coût social, mais d'une part elle diminue la production et d'autre part le profit total privé s'éloigne encore plus de son optimum. A la limite, on pourrait alors concevoir un niveau de pollution nul qui conduirait inéluctablement à une production nulle. Une valeur supérieure à OX1 conduit le coût marginal social à être supérieur au profit marginal privé. Une telle situation ne peut plus être retenue. Cette analyse montre que le niveau de production qui maximise le bien-être collectif est inférieur à celui qui maximise le profit privé et que l'avantage social optimal implique le maintien d'un certain niveau de pollution dont le coût social est égal à OAX1.

Cet optimum de Pareto (3) « internalise » des effets externes. Dans notre raisonnement ci-dessus, le pollueur a à sa charge le coût social de la pollution émise, au même titre que l'ensemble de ses coûts privés. La philosophie générale des procédures d'internalisation nous paraît ainsi correctement résumée ; en termes encore plus simple, la décision économique exige la connaissance du coût social de la pollution, si l'on veut déterminer un optimum collectif. Or, en l'absence de procédure d'évaluation hors marché, l'optimum reste indéterminé.

Les analyses en termes de croissance optimale prennent en compte les flux et les stocks de nuisances. Par exemple, la dégradation d'un site implique une étude en termes de stocks, puisque l'irréversibilité de l'action est établie. Le DDT a un effet positif sur les flux en permettant l'accroissement de la production, mais il conduit aussi à des nuisances irréversibles. Il convient donc de contrôler les stocks de pollution. Il en résulte que la production ne dépend plus seulement du capital ou du travail et que son utilisation ne se limite plus à la consommation et à l'investissement. La production est dorénavant

---

(3) L'optimum de Pareto est la situation dans laquelle, pour une répartition des revenus donnée, on ne peut accroître le gain d'un individu ou d'un groupe sans diminuer ceux des autres.

influencée par la production du polluant et son utilisation inclut la dépollution. Il en résulte des modèles d'une très grande complexité, qui jusqu'à présent, il faut bien l'admettre, n'ont pas produit des résultats théoriques et pratiques concluants.

Plusieurs modèles de simulation (et non plus d'optimation) ont apporté des éléments d'information particulièrement intéressants. Un modèle sur le Japon (4) a montré que les investissements de lutte contre la pollution ont un effet expansionniste sur la demande réelle ; ils stimulent la production et la dépense des particuliers, et développent la demande d'emploi ; par contre la lutte contre la pollution est inflationniste puisqu'elle accroît les coûts de production et les coûts de financement ; cependant, à terme, un effet déflationniste apparaît dû à un excédent croissant des capacités de production et à un ralentissement du rythme de croissance de la consommation ; l'effet de la dépollution sur la balance des paiements est négative, à moins que les concurrrents étrangers subissent les mêmes coûts. Le modèle américain (5) ne confirme pas tout à fait ces

---

(4) Shisshido S. : « Conséquences macroéconomiques des politiques de l'environnement : l'expérience acquise par le Japon ». OCDE, 1974.

(5) Chase Econometric Associates : « The macroeconomic impacts of Federal Pollution Control. » Bala, Cynwyd, déc. 1974.

résultats, puisqu'après une expansion provoquée par la lutte contre la pollution apparaît un fléchissement de la croissance économique dû en partie au développement de l'inflation (que la dépollution encourage) et à la faiblesse de la lutte antipollution. En matière d'emploi, le rôle accordé à la dépollution est relativement faible, puisqu'elle ne peut engendrer une diminution du chômage supérieure à 0,4 % et que ses effets s'atténueront rapidement jusqu'à cesser complètement au début des années 1980. Ce type d'analyse nous semble intéressant, mais il faut bien admettre que les informations statistiques sont sur ce point de qualité trop médiocres pour donner trop d'importance aux résultats.

Les économistes se sont aussi intéressés aux aspects redistributifs de l'analyse de l'environnement. L'action de l'État par les règles de la compensation ou par l'établissement de normes conduit à l'émergence d'un nouveau système de prix, car les entreprises polluantes voient augmenter leurs coûts de production des taxes. Or, les effets de la mesure sur le bien-être dépend de la part accordée par chaque agent à la dépollution dans sa fonction de préférence. Il est clair que les taux de substitution entre pollution et biens économiques des riches et des pauvres ne sont pas les mêmes. Il s'ensuit que la plupart des politiques antipollution actuelles ne font

qu'aggraver les inégalités. C'est pourquoi certains mouvements politiques affirment que l'écologie n'est un problème que parce qu'il touche directement les privilégiés de la croissance capitaliste. Il est en tout cas bien difficile de calculer les effets redistributifs d'une politique de l'environnement.

## B — L'INTERVENTION DE L'ÉTAT

L'intervention publique en matière d'environnement est absolument nécessaire puisque les intérêts privés ne correspondent pas à l'intérêt collectif. Plusieurs actions ont été envisagées :

— action par les taxes qui mettent à la charge des pollueurs le coût social de leur pollution ;

— action par les normes qui fixe par voie législative ou réglementaire des règles strictes de rejets ;

— action par les subventions qui implique une aide de l'État au pollueur en situation difficile ;

— action par les droits de nuire et leur vente sur un marché de type *open market* en fonction du niveau de nuisance désiré ;

— action par l'éducation, le recyclage des résidus ;

— action par la mise en œuvre de structures permettant la concertation entre pollueurs et pollués. L'exemple fourni par le projet d'internalisation de la pollution

efficace. Or, ces conditions sont très rarement remplies, d'autant que les gouvernements dénaturent souvent le principe en versant des subventions compensatoires.

*A priori*, le principe du pollueur payeur présente divers avantages :

— Il rétablit la vérité des coûts de sorte que ceux qui provoquent un dommage le paient.

— Il déplace la demande vers les biens et services moins polluants, moins coûteux en présence de taxes.

— Il oriente la production vers les techniques de production qui évitent les altérations de l'environnement.

— Il se présente comme un principe d'efficacité économique, même si les pollueurs répercutent dans leurs prix les taxes payées.

Mais il est toujours difficile de déterminer qui est le pollueur et qui est le payeur. S'il est possible de connaître la source de la nuisance, il faut à la fois permettre l'indemnisation des victimes et la prévention des pollutions. Cependant, l'évaluation des effets externes (coûts des nuisances) pose des problèmes particulièrement difficiles à résoudre. Les coûts de la pollution atmosphérique (inconfort, fatigue, altération du climat) sont difficilement mesurables. En outre, la réalisation de l'inventaire des dommages subis et des victimes ne semble pas évidente. Enfin, si la gestion de la taxe risque d'être très coû-

teuse, ne peut-on pas de surcroît considérer la taxe comme un droit à polluer ? Il est clair qu'à côté de la procédure payeur-pollueur, il est nécessaire de déterminer le consentement à payer soit par référendum, soit par sondage, soit encore par des méthodes purement tutélaires.

Ni au niveau des principes, ni au niveau de l'efficacité l'application de la règle pollueur-payeur ne nous paraît satisfaisante, car elle est trop facilement détournée de son objet. En fait elle ne peut être utilisée que dans certains cas spécifiques, provisoires et locaux.

### 2 — La méthode du contrôle

La méthode des contrôles est basée sur un système de réglementations, d'interdictions ou de concessions, destiné à empêcher ou à limiter directement les productions et consommations nuisibles à l'environnement. Cette méthode présente plusieurs avantages : prévention à la source des nuisances par interdiction, simplicité et souplesse par rapport aux taxes, stimulation plus forte de la recherche en matière d'équipement et de consommations polluantes, développement de l'industrie d'antipollution. C'est le moyen le plus sûr de prévention des effets irréversibles et des pollutions inacceptables et la méthode bénéficie d'une grande expérience acquise dans d'autres domaines. Par contre, cette

technique subit les inconvénients de la lourdeur administrative des contrôles et des sanctions, elle est sujette à des marchandages et aux passe-droits, elle est statique et elle décourage trop souvent les industriels ; enfin son coût est impossible à déterminer.

### 3 — Les autres méthodes

La méthode coûts-avantages peut être fructueuse à condition de bien en connaître les limites. Pour Wassily Leontief (7), cette méthode s'efforce de récupérer en termes monétaires les coûts et avantages d'un programme pour établir un bilan actualisé pour la collectivité. Elle s'applique surtout aux sources ponctuelles précises de pollution. L'approche par évaluation est parfois impraticable et il faut substituer à une analyse multicritères des analyses multiagents qui impliquent des consultations approfondies. La méthode peut recourir à des échelles de mesure non monétaires. Intéressante pour les analyses ponctuelles, elle ne peut pas s'appliquer au niveau global, pour des raisons qui sont liées à la difficulté du recueil de l'information macroéconomique.

Pigou avait proposé la méthode de l'allocation par compensation, le pollueur

---

(7) Leontieff W. : « Theoretical assumptions and non observed facts », American Economic Review, may 1971.

indemnisant les victimes du montant de leur perte. Cette méthode n'est applicable que s'il existe un nombre limité d'agents et si tous les dommages peuvent être réduits en termes monétaires.

Les stratégies de négociations et d'accords connaissent les mêmes limites ; en effet le pollueur peut payer pour que le pollué accepte les nuisances et même le pollué peut payer pour que le pollueur parte. Or cette solution n'est satisfaisante que si les deux parties sont d'égales forces, si elles sont correctement informées et si elles désirent effectivement négocier.

La vente des droits de pollution proposée par Dales et reprise par Kolm repose sur la définition faite par l'État de la quantité de pollution acceptable dans l'environnement et sur la vente de véritables bons à polluer représentant la quantité de pollution maximale acceptable. Si un pollueur dispose d'une quantité de bons égale à 30 sur les 50 unités de sa production, il devra dépolluer 20 unités. Les bons seraient échangés sur un marché et le prix des bons serait défini par l'offre et la demande. On voit mal comment un tel système, théoriquement rigoureux, pourrait bien concrètement être appliqué.

Enfin, le système des primes ou les aides de toutes sortes connaît les mêmes avatars dans le secteur de la pollution que dans les autres secteurs : déclarations trompeuses, création d'entreprises polluantes

pour recevoir les primes, chantage à l'emploi. Chaque pollueur recevant une prime pour toute réduction de pollution, l'État doit être capable de vérifier les informations données, ce qui n'est malheureusement nulle part le cas.

Toutes ces méthodes se heurent à la définition du coût des nuisances : établissement des seuils de tolérabilité, de gêne, d'auto-épuration par le milieu naturel, des seuils critiques qui conduisent à des dégradations ou à des situations irréversibles, établissement d'un classement hiérarchique des nuisances, pour connaître les actions prioritaires. Il est alors nécessaire de connaître les délais subsistant avant l'apparition des seuils critiques, les systèmes de valeur retenus pour l'appréciation des effets de nuisance, les préférences et objectifs des pouvoirs publics. Il faut identifier dans les nuisances celles qui sont irréversibles, celles qui sont provoquées par une source particulière, celles qui sont immediatement décelables ou celles qui ne le sont qu'à long terme. L'ampleur de la tâche est immense. La définition des indicateurs implique le recours à la concertation. Le choix des normes et même la détermination du niveau de pollution admissible (et donc accepté par la société et à ce titre non pénalisable) sont déterminés à la fois par des contraintes techniques définies par les scientifiques, par des contraintes politiques et sociales d'acceptation maximale des

nuisances et par des contraintes économiques de coût. Il n'est donc pas possible d'analyser les normes ou les redevances comme des indicateurs absolus ; elles dépendent évidemment du degré de tolérance de chaque société. L'un des problèmes les plus ardus que rencontrent les économistes reste la détermination des coûts de la pollution, d'autant qu'une première analyse en ce domaine montre l'inadéquation des méthodes de comptabilisation actuelle.

### C — Les comptes de la nature

Les comptabilités nationales occidentales ont toutes omis au moment de leur création, la mise en évidence de comptes de la nature et plus généralement de comptes patrimoniaux, pour des raisons qui tiennent à la fois à l'impuissance, à l'oubli et au désintérêt. Or, les procédures de comptabilisation se sont avérées inadéquates à partir du moment où ne retenant que la valeur marchande des produits finals dans la détermination du produit national brut, la qualité de la vie, les services gratuits ou la beauté d'un site étaient estimés à une valeur égale à zéro. Ainsi, la destruction d'un site au profit d'un grand immeuble est toujours appréhendée sous son aspect positif, le site n'ayant aucune valeur marchande reconnue ; il en résulte une augmentation du produit national brut que ne correspond sans doute pas à une

amélioration du bien-être. Le PNB néglige les effets externes ; il est alors très difficile de se référer au PNB pour connaître une mesure du bien-être, d'autant que sa croissance est indépendante de la nature des biens produits (8). En tout cas l'idée de transformer la mesure du PNB en une mesure du Bonheur National Brut, si elle est largement utopique, offre toutefois l'avantage de refuser l'assimilation croissance/développement du bien-être. Il est clair qu'il faut « internaliser » les effets externes et pour ce faire, la réalisation de comptes de la nature, de comptes en termes de stocks, de comptes de milieu de vie est nécessaire.

Les comptables nationaux se doivent de décrire et de quantifier les nuisances (quantification physique ou en valeur), de rendre compte de tous les services rendus (payants ou non), de définir un coût de dépollution (lié aux possibilités techniques actuelles). En fait, ils sont amenés à faire une étude de type coût-avantage qui est extrêmement délicate.

La recherche d'une meilleure mesure de

---

(8) Les critiques portant sur les méthodes de comptabilisation actuelles sont nombreuses et il ne nous est pas possible dans le cadre de ce travail d'en faire un relevé exhaustif. Cf. Barbe J.-P. et Gerelli E. : « Economie et politique de l'environnement » PUF, 1977. Beckerman : « In defence of economic growth », Jonathan Cape, 1974.

la création de richesse passe par l'internalisation des effets externes. L'OCDE et Leontief proposent d'utiliser un tableau d'échanges interindustriels de façon à mettre en évidence les branches à l'origine des nuisances, le coût de ces nuisances et le ou les véritables payeurs des dépenses antipollutions. Plusieurs bilans en quantité physique pourraient être mis en place ; ils constitueraient une annexe à la comptabilité nationale. Une comptabilité en termes de stock devient absolument nécessaire, car l'existence des seules comptabilités en termes de flux conduit inéluctablement l'État à prendre des actions informées par les seules variables économiques connues. La comptabilisation doit servir à la définition d'objectifs précis et à la connaissance de l'entité étudiée. Or, la prise en compte des éléments patrimoniaux modifie considérablement la décision économique.

En fait plusieurs difficultés existent qu'il convient de rappeler :

1 — L'identification de la richesse d'un pays est difficile, car la beauté d'un site est difficilement quantifiable.

2 — L'identification des effets de la pollution n'est pas immédiate et elle suppose de nombreuses hypothèses.

3 — La détermination du coût social de la pollution s'avère extrêmement difficile car elle dépend des techniques existantes, de l'évaluation économique des dommages et d'hypothèses multiples portant

par exemple sur le taux de pollution désirable.

4 — La mise en place d'une batterie d'indicateurs est intéressante, mais le choix des indicateurs et leur mesure présentent de multiples difficultés. En outre, les indicateurs doivent être exclusifs, significatifs, sensibles, simples, fidèles, autant de qualités qui ne sont pas facilement démontrables dans la réalité.

5 — La « monétarisation » de phénomènes non marchands soulève bien entendu des problèmes délicats liés à la fois à la comptabilisation et à l'estimation.

6 — Le coût social implique la connaissance comparée des avantages et des coûts, par exemple, des pollutions. Or, faut-il déterminer un coût dans l'absolu ou ne faut-il introduire que le consentement à payer ?

7 — Les coûts de déracinement, d'endurance, d'esthétique sont bien difficiles à définir (9).

Le calcul des coûts sociaux ne permettra jamais que l'obtention d'ordres de

---

(9) Lenco M. : « Esquisse d'un système de statistiques de l'environnement » in « Evaluation de l'environnement » Recueil de textes. Documentation française, 1973. Jouvenel B. : « L'évaluation de l'environnement », *ibid.*, Barde-Gerelli : *op. cit.* Pommier : « La mesure de la qualité de l'environnement : comptes nationaux et environnement ». Cahiers de l'Association Française de Science Economique, n° 8, Nanterre, 25-27 septembre 1975.

grandeur, car il existe trop d'estimations statistiques reposant sur un socle scientifique insuffisant. Nous pourrions multiplier les exemples des difficultés d'estimation. Si depuis 1965 les économistes et les comptables nationaux se sont intéressés au problème des comptes de la nature, ils sont toujours impuissants à déterminer le prix d'un bruit, de la promiscuité, d'un site, d'une cathédrale, d'un air rentrant dans les normes de la pureté, du plaisir de la rencontre d'animaux sauvages et pourquoi pas d'un sourire. L'homme ne peut pas être résumé par des chiffres. Si l'on peut considérer tout à fait estimables les tentatives de quantification des activités humaines, il nous paraît très délicat et parfois malsain de vouloir chiffrer le bonheur. La réalisation des comptes de la nature est une tâche qu'il convient pourtant d'entreprendre et quelques travaux intéressants commencent à apporter un peu de lumière sur ce point. Il vaut mieux, en ce domaine, un bilan chiffré que pas de bilan du tout ; car dans un pays capitaliste, la gratuité des biens coûte cher à la collectivité. Puisque notre époque est une période de chiffres, il faut en apporter pour convaincre les réticences.

Pour l'instant, nous avons analysé trois types de stratégie des écologistes : la stratégie de la moindre résistance (mise en œuvre de techniques ne provoquant pas de blocages de la part des entreprises privées

et des pouvoirs publics), la stratégie « scientifique » (mise en évidence des possibilités de rupture technologique exerçant des effets d'entraînement et de mobilisation), la stratégie de l'action par les décisions économiques (modification des mécanismes concurrentiels par l'intégration des contraintes de l'environnement). Il existe une autre stratégie, celle du changement social, qui fait apparaître que le système politique et économique est inadéquat, qu'il implique un certain nombre de choix de techniques ou de comportements, incompatibles avec l'épanouissement des hommes (10). L'écologie n'est plus un problème technique à résoudre ou un problème politique secondaire. L'écologie devient un révélateur des contradictions des systèmes existants.

---

(10) Percebois J. « L'énergie solaire », Ed. CNRS 1975 (p. 15 et s.), parle aussi de l'utopie « dynamisante » qui postule que des ruptures technologiques sont possibles et efficaces dès lors qu'un effet mobilisateur sur l'opinion publique et un effet d'entraînement dans le secteur industriel sont réalisés.

# 2 — L'écologie, occasion d'un constat de crise

Depuis une bonne décennie, après l'enthousiasme manifesté par les excellents résultats d'après-guère, les économistes ont commencé à parler de crise ; ils ont raison, car la plupart des problèmes qu'ils avaient à traiter se sont inextricablement compliqués. En outre, les sociétés contemporaine conduisent à une centralisation excessive du pouvoir et elles impliquent une inquiétante aliénation des individus et une féroce répression de la machine sociale.

## A — LA CRISE DE L'ÉCONOMIE

L'économie contemporaine développe les inégalités, elle maintient la pauvreté et la misère, elle détruit l'espace naturel de l'humanité. Il faut comprendre que ces échecs ne sont pas dus à des erreurs ; ils sont inscrits dans le mode de production capitaliste et ils sont perpétués par un système socialiste soucieux de se battre, avec la coexistence pacifique, sur le seul terrain économique.

Les économistes savent bien que le taux de croissance n'est qu'un indicateur parmi d'autres, mais malgré quelques réserves vite

oubliées en préambule, les comparaisons d'efficacité des appareils économiques reposent sur le seul concept de la PNB. Or, la notion de Produit (ou de Production) National Brut est ambiguë : elle néglige les effets externes (comme la pollution), elle ne connaît que le signe positif, elle est indépendante de la nature des biens produits, elle ne comptabilise pas la recherche, la culture ou le travail domestique, elle ne permet pas de mesurer le bien-être et par l'agrégation qu'elle implique, elle masque les inégalités génératrices de frustrations. Il en résulte un gaspillage incroyable du travail des hommes. La croissance est devenue extérieure à l'homme ; elle constitue un objectif et non un simple moyen. Pourtant, il ne suffit pas de produire, encore faut-il que les biens créés soient socialement utiles. La production telle qu'elle est actuellement envisagée perd son sens premier lié à la satisfaction des besoins. Les travailleurs apprennent à fragiliser les produits, à accroître le conditionnement, les frais de transport, les frais généraux, à développer l'usure et l'obsolescence, à créer des signes, à imposer le changement des stocks existants, à réfléchir aux fausses innovations, à limiter la durée d'un objet en agissant sur sa fonction (surclassement par un produit technologiquement supérieur), sur sa qualité (fragilisation de certaines pièces), sur sa présentation (mode). La fragilité s'ajoute à la

rareté comme dimension du manque. Il n'est jamais fait référence au travail des hommes sur lequel les classes dirigeantes construisent leur profit ou leur pouvoir. L'homme industrialisé n'est pas ce qu'il produit et consomme et la lutte qui l'oppose à ses semblables ressemble à un « negative sum game ». Si la rareté peut être sommairement définie comme le rapport entre les besoins et les moyens de leur satisfaction, celui qui tient les clefs de la rareté domine le monde et assoit son pouvoir. La persistance de la pauvreté ne peut s'expliquer que par la nature profondément inégalitaire de notre société. La pauvreté naît de l'accaparement, de l'accès réservé et de la consommation distinctive. Les modes de production actuels sont fondamentalement différenciateurs.

Dans un pays capitaliste, l'exploitation se situe au niveau de la production, mais aussi dans la sphère de la consommation. La consommation d'objets est devenue un langage, un système cohérent de signes. Le Code du Capital est créé par les classes dirigeantes (dont le but essentiel est la survie et l'autodéveloppement) de façon à renforcer l'aliénation traditionnelle exercée dans la sphère de la production. Il suffit d'avoir la clef du langage pour perpétuer son pouvoir. La pauvreté naît de ce Code. Nous sommes alors devant un cercle parfaitement vicieux ; selon l'idéologie capitaliste, la croissance ne peut se nourrir que

d'inégalités ; or, les inégalités fondent la pauvreté ; la pauvreté est donc un corrolaire de la croissance ; toutes les actions qui tendent à réduire les inégalités sont alors supposées contraires à la croissance. Si les peuples des pays développés acceptent si facilement leurs aliénations, l'exemple qui leur est continuellement donné de la disette dans le tiers monde, réveille les vieilles craintes de la famine encore si proche. Le capitalisme joue sur cette peur. Or, le sous-développement est aussi le produit du développement, même si la théorie libérale continue à affirmer que la croissance des uns profitera un jour aux autres ; les relations internationales font plutôt référence à des rapports de force qui conduisent inéluctablement les pays développés à bénéficier des phénomènes de domination et d'exploitation, par le transfert des surplus (11). L'aide aux pays en voie de développement et les politiques sociales apparaissent comme des instruments de contrôle des excès destructeurs de l'exploitation capitaliste conduisant à supprimer les « soupapes de sécurité » qui permettent au système de survivre. Elles ne remettent pas en cause le système hiérarchique du Code social de la marchandise ou du pouvoir et même elles le fortifient

---

(11) Freyssinet J. : « Le concept de sous-développement », Mouton, 1966.

en laissant transparaître de fausses intentions humanitaires.

Le progrès économique ne se préoccupe pas de l'homme et toute l'organisation sociale tend à prolonger l'existence de la méga-machine qui n'a de but que son propre renouvellement. C'est en ce sens que Deleuze et Guattari ont parlé du schizophrénie du capitalisme ; les structures sociales qui ont été mises en place pour permettre le bon fonctionnement des relations sociales entre les hommes ont perdu leur finalité primitive ; le capitalisme vit de ses contradictions, car les hommes axent leurs actions sur sa pérennité. De moyen, il est devenu maître. Tout l'univers humain est organisé pour la machine sociale.

Le refoulement du désir est d'autant plus fort que le désir est « révolutionnaire », car il rejette l'exploitation, l'asservissement et la hiérarchie. Le système capitaliste manipule, codifie et régularise les flux de désirs. C'est un mode de production schizophrénique puisqu'il institue la séparation définitive entre le désir et son assouvissement comme règle fondamentale d'action.

L'univers socialiste contemporain ne donne pas non plus à l'homme la place qui lui revient ; il se présente comme un espace paranoïaque du pouvoir. Le centralisme démocratique érige la force en système de gouvernement ; il surveille, il

soupçonne, il réprime, il punit tout ce qui n'est pas conforme. Il chante l'élixir révolutionnaire en secrétant le Goulag. La bureaucratie a perdu sa « prise » sur les peuples, elle utilise alors la violence ; elle fabrique des raisonnements circulaires logiques qui lui donnent tous les pouvoirs. S'affirmant l'émanation du peuple et le représentant de l'intérêt général, tout ce qui lui résiste doit rompre. L'homme perd encore ses possibilités d'expression.

La croissance industrielle a un coût humain considérable : condition et sécurité du travail, dégradation de la nature, gaspillage de la force de travail, réduction des libertés, développement des frustrations, etc. Actuellement, l'accumulation du capital développe la double aliénation dans les sphères de la production et de la consommation. Le travail qui est célébré comme une force créatrice subit des transformations qui sont loin d'être toujours favorables au bonheur et à la dignité des travailleurs. Le développement du temps libre va de pair avec son contrôle marchand. Les préoccupations « écologiques » se développent en même temps que la mise en évidence des limites que peuvent apporter les gaspillages et les pollutions à la croissance industrielle. Le monde industriel commence d'ailleurs à avoir une nette tendance à implanter des usines polluantes dans les pays sous-développés, moins exigeants sur la qualité de leur environne-

ment ; une telle politique a le double avantage d'évacuer les problèmes de la pollution et d'accélérer le processus d'intégration des pays en voie de développement dans la logique capitaliste ; en outre, en créant des emplois dans le tiers monde, elle favorise le maintien d'un niveau satisfaisant de chômage dans les pays développés.

Les sociétés industrielles ne sont pas des sociétés d'abondance ; elles n'en suivent même pas le chemin, puisque nous allons plutôt vers une société de grande pénurie : pénurie de l'espace englouti par la surpopulation et le bêton, pénurie de l'eau pure, pénurie des matières premières, pénurie du temps libre, pénurie de la réflexion philosophique, etc. La croissance industrielle crée un univers où la folie se travestit en raison. S'il fallait comptabiliser les effets directs et indirects de la croissance dure que nous supportons, il faudrait inclure les coûts de l'homme (coût de la santé, coût de la recherche systématique du rendement immédiat sous contrainte du profit maximal à court terme, coût social du travail aliénant et de la consommation différenciatrice), les coûts du patrimoine qui toucheront les générations futures auxquelles nous léguerons les murs lépreux des constructions modernes, une eau pleine de mercure, un sous-sol sans pétrole, les coûts de la beauté et de l'esthétique, les coûts irréversibles des destructions de la faune et

soupçonne, il réprime, il punit tout ce qui n'est pas conforme. Il chante l'élixir révolutionnaire en secrétant le Goulag. La bureaucratie a perdu sa « prise » sur les peuples, elle utilise alors la violence ; elle fabrique des raisonnements circulaires logiques qui lui donnent tous les pouvoirs. S'affirmant l'émanation du peuple et le représentant de l'intérêt général, tout ce qui lui résiste doit rompre. L'homme perd encore ses possibilités d'expression.

La croissance industrielle a un coût humain considérable : condition et sécurité du travail, dégradation de la nature, gaspillage de la force de travail, réduction des libertés, développement des frustrations, etc. Actuellement, l'accumulation du capital développe la double aliénation dans les sphères de la production et de la consommation. Le travail qui est célébré comme une force créatrice subit des transformations qui sont loin d'être toujours favorables au bonheur et à la dignité des travailleurs. Le développement du temps libre va de pair avec son contrôle marchand. Les préoccupations « écologiques » se développent en même temps que la mise en évidence des limites que peuvent apporter les gaspillages et les pollutions à la croissance industrielle. Le monde industriel commence d'ailleurs à avoir une nette tendance à implanter des usines polluantes dans les pays sous-développés, moins exigeants sur la qualité de leur environne-

de la flore et le coût de l'existence angoissante de l'énergie nucléaire (12).

Enfin, les économies contemporaines ne se préoccupent que des valeurs « d'avoir » et elles négligent les valeurs « d'être ». L'homme n'est pas seulement un producteur et un consommateur, il est aussi un être de plaisir et d'amour. Dans le système capitaliste, toutes ses relations tendent à être médiatisées par l'argent. Le moralisme de l'efficacité conduit à l'asservissement de l'homme, car il réprime les instincts humains qui n'entrent pas dans la logique du système. L'homme s'uniformise et il réduit l'expression de ses besoins à l'argent dans une société capitaliste, au pouvoir dans une société socialiste. La réification de l'homme se fonde à la fois sur la méconnaissance des rapports sociaux, sur la division du travail et sur la production de signes. L'homme travailleur et consommateur est déchargé d'une partie de son humanité ; c'est réduit, mutilé, dominé qu'il survit au milieu d'objets qui réfléchissent tel un miroir le degré de son intégration sociale et de sa place hiérarchique.

L'homme est devenu esclave de la machine sociale ; celle-ci vit de ses contra-

(12) Cf. à ce propos les numéros de la « Gazette Nucléaire » ainsi que les livres de Pierre Samuel : « Le Nucléaire en questions », Entente, 1977 et Robert Giry : « Le nucléaire inutile ? — Panorama les Energies de Rechange », Entente, 1978). Percebois J. : « Energie solaire », CNRS, 1975.

dictions. Le système socialiste écrase les libertés sous prétexte de les sauvegarder ; il organise avec ordre et clarté un délire systématisé. A la suppression progressive de l'État, à la mise en place d'un pouvoir populaire, les sociétés socialistes contemporaines, sans renier leurs objectifs ont accru le rôle de l'État, créé un État policier et réduit le peuple au silence. Capitalisme et socialisme ont écrasé l'homme. Les écologistes ne sont sans doute pas les premiers à l'affirmer, mais peu à peu, ils se proposent de discuter sur les fins de nos sociétés ; ils commencent à concevoir d'autres formes de société, en fonction d'une analyse nouvelle de l'homme appréhendé dans sa plénitude.

## B — LA CRISE DU POUVOIR

Dans les sociétés industrielles, les gouvernants organisent l'environnement à leur profit. La vie sociale devient une lutte permanente et certains groupes jugent cette lutte nécessaire au progrès. Dans l'univers capitaliste, l'argent cancéreux produit le capital et se reproduit ; il donne le pouvoir, il fait de la consommation privée un instrument de reproduction du Code du Capital, il éparpille les intérêts perceptibles en créant une multitude d'inégalités et de hiérarchies.

Le pouvoir moderne s'exerce par les

Codes du capital ou du pouvoir, il se réalise par l'intermédiaire de l'étatisation de la société et il s'internationalise. Le développement des sociétés multinationales constitue un fait nouveau qui correspond à une réponse apportée par le Code du Capital à la concurrence du Code du Pouvoir.

L'idéologie de la croissance n'a pu se généraliser qu'avec l'incroyable myopie des analystes concernant le développement des Codes sociaux. Dans le cadre du système capitaliste, les actions économiques ne revêtent pas leur signification apparente. L'achat des individus ne répond pratiquement plus à des raisons utilitaires ou fonctionnelles ; il est déterminé par la fonction sociale de l'achat. Les objets produits se donnent une image (ou plus exactement on la leur donne) qui va être le seul véritable déterminant de la décision d'achat (13). Le mode de production capitaliste a détruit la symbolique qui existait dans les sociétés primitives ; il en résulte un développement de l'angoisse secrétée par l'anomie, et la captation et l'exploitation du désir dans le registre de l'imaginaire. Il suffit de détenir le contrôle des signifiants sociaux pour exercer le pouvoir. Le Code social est donc l'association entre les significants (objets) et

(13) Cf. : Harold Portnoy : « L'argent et l'imaginaire », Entente, 1975.

les signifiés sociaux créés par les organisations dans le domaine de l'imaginaire.

Le Code du capital conduit à l'impérialisme du code de l'objet. Au lieu d'être seulement transmis par quelques éléments matériels, le Code du capital se constitue en système général de communication symbolique dans la vie sociale des hommes. Les objets fournissent un système de signification exclusif qui détruit peu à peu toutes les autres symboliques, car les organisations, du fait même de la complexité de la vie moderne, ont besoin de règles simples, à la fois rigides et manipulables à leur guise. Le système économique produit alors à la fois l'abondance et la rareté, l'abondance des biens et la rareté de la satisfaction des besoins. L'aliénation capitaliste n'existe pas seulement dans la sphère de la production ; elle s'exerce aussi dans la sphère de la consommation, par l'exploitation, au seul profit des gouvernants, des signifiants sociaux inclus dans le système complexe des objets. Le mode de production capitaliste tend à anesthésier l'homme, qui consomme sans calculer ses frustrations en amont, à mutiler la vie en ne regardant que ce qui peut produire du profit ou à secréter la volonté de puissance sous le manteau de la démocratie. Le système sélectionne lui-même les individus qui aiment l'argent ou qui veulent le pouvoir. Les capitalistes ne veulent connaître ni ce qu'il advient du produit après l'achat, ni

la qualité de la satisfaction du consommateur informé, ni les services réels de la beauté. Les économistes ont quelques responsabilités dans ce monde aliénant, eux qui se sont toujours efforcés, tels de vils courtisans, à justifier les actions des gouvernants.

Avec le développement du secteur public est apparu un Code du Pouvoir (14). Pour les marxistes, le Code du Capital est fondamental, puisque les gouvernants ne sont que les « valets » des grands trusts. Le Capital et sa logique conditionnent et définissent le mode de production capitaliste et il ne peut exister de gouvernants indépendants du pouvoir de l'argent. Or, cette analyse ne nous semble plus exacte, même si le Code du Pouvoir est souvent difficile à saisir, car il ne peut être appréhendé qu'en termes de coalitions potentielles. Les signifiants du pouvoir reposent sur la hiérarchie et sur le savoir. Le code des marchandises isole le sujet social, mais il le simplifie en le rendant unitaire ; le code du pouvoir est territorialisé dans le cadre étroit des classifications, des classements, des hiérarchies. Le Code du Pouvoir (applicable aux sociétés socialistes) cherche à produire les images d'une société a-hiérarchique et sans classes sociales. L'État dans un pays capita-

(14) Guillaume M. : « Le Capital et son double », PUF, 1975.

liste n'est pas simplement l'instance destinée à affirmer la classe bourgeoise dans sa domination. L'État peut être anti-croissance ou anti-inégalités, au moins dans ses actions conjoncturelles ; il peut en résulter des conflits avec le Code du Capital.

La centralisation du pouvoir semble constituer une caractéristique de notre époque ; il n'est plus question de permettre au moindre échelon local de faire un apprentissage de la gestion des conflits. La technostructure de l'État apporte une influence de plus en plus affirmée à l'exécutif au détriment du législatif et un rôle de plus en plus prononcé de la haute administration dans le domaine politique. L'accès aux classes dirigeantes passe souvent par le service de l'État. Ce phénomène est significatif des sociétés contemporaines ; au moment où les valeurs traditionnelles perdent leur sens, le pouvoir va à ceux qui disposent d'une compétence en matière de moyens et les réflexions sur les finalités de la société sont englouties dans le flot des études techniques. Ce paradoxe démontre au moins que nos sociétés ne reposent plus que sur des principes qui n'ont plus qu'un lien éloigné avec l'homme et son bien-être : l'argent, le pouvoir. Ce dernier n'appartient pas *intuitus personae* aux personnes, il appartient au système de relations et d'actions qui conduisent aux décisions. Le pouvoir est dans les règles du

jeu, dans la compétence technique, dans la connivence. Parfois, le Code du Pouvoir aide le Code du Capital et il suffit pour s'en convaincre d'observer l'incroyable rôle dramatique et public du Politique contrastant avec le silence angoissant des participations financières et des pressions de toute sorte. Le Pouvoir est aussi dans l'Argent. Le statut social confère le pouvoir et la considération sociale implique un minimum d'autorité collectivement reconnue. Mais le Grand Jeu Social ne donne de chances réelles qu'à ceux qui contribuent à en donner les règles ; d'ailleurs, ce qui est important pour le Code du Pouvoir ce n'est pas que les dés soient pipés, c'est que la grande masse des joueurs ignore et les règles du jeu et la présence des tricheurs. Les organisations se donnent pour uniques objectifs la canalisation, le contrôle et la domination des forces sociales. Pourtant, elles subissent un dépérissement interne que seule une ouverture vers l'extérieur génératrice d'une néguentropie compensatrice peut combattre. Cette néguentropie, les organisations l'ont trouvée dans la production de signes. Elles doivent produire sans cesse de la différence symbolique, sinon elles meurent. Elles cherchent alors à réprimer l'abondance et à développer la hiérarchie. Pourtant, si le pouvoir est une capacité généralisée de direction et de domination, c'est qu'il est symbolique. L'organisation développe le consentement

provoqué ; en assurant l'efficacité du système social, elle devient nécessaire et irremplaçable aux yeux de ceux qui la subissent.

L'État, par exemple, aspire à tout gérer, à tout diriger, à tout contrôler. Le sens de l'État et le service de l'État deviennent les valeurs suprêmes de notre société. Si pour bien comprendre la nature il a été nécessaire de s'en écarter par l'émergence de l'État, instrument d'humanisation de la nature, les temps modernes impliquent une surhumanisation de la nature par le rôle omniscient qu'excerce le pouvoir étatique sur l'organisation du monde. Dans le système capitaliste, l'État protège la classe dominante dont il est l'émanation ; l'autorité et la hiérarchie se fondent artificiellement sur un ordre légal. L'État codifie et soumet ; le point central et la périphérie proche dominent : ils créent des signes, ils organisent la rareté et ils perpétuent leur pouvoir en enserrant les gouvernés dans des limites strictes et réductrices. Dans les pays socialistes, l'option néo-bureaucratique semble triompher ; elle implique l'ordre et le développement de la surveillance de toutes les vélléités de contestation. Elle conduit à l'émergence d'une société de fonctionnaires se pliant au mode de promotion sociale et aux valeurs collectives déterminées par les gouvernants. Cette opportunité permet à la classe dirigeante de préserver son pouvoir et de se recon-

duire elle-même dans ses fonctions directrices. Le Code du Capital s'appuie sur les gouvernements forts ou sur un système de relations qui lui permet de faire fonctionner ses lois. Le Code du Pouvoir reçoit le soutien de la bureaucratie et d'un certain nombre de systèmes de relations. Ils disposent (les Codes) d'un certain consensus populaire qui tend à s'accroître avec le développement des inégalités de traitement entre le travail cybernétique et les autres formes de travail. La coexistence pacifique leur permet de développer, au niveau international, leur influence sur les pays dominés, mais aussi elle conduit à de nouvelles relations qui engendrent une modification profonde des formations économiques et sociales. C'est ainsi que les sociétés multinationales intéressent les pays socialistes et la réciproque se démontre chaque jour par la volonté des trusts internationaux d'implanter leurs marques ou leurs produits dans les pays socialistes, qui les rassurent avec l'existence d'un pouvoir fort. Parfois en conflit, souvent en concurrence, les Codes cherchent couramment à bénéficier de leur appui réciproque.

L'éducation impose des modèles dominants, elle manipule les aspirations des hommes, elle assure le maintien du système et la permanence des valeurs sociales, elle constitue un instrument fondamental pour la conservation du pouvoir. Les futurs dirigeants ou cadres privés ou publics sont

recrutés dans le même creuset, dans les mêmes grandes écoles, dans les mêmes classes sociales. La sanction du diplôme donne une légitimité à l'obtention et à la conservation du pouvoir ; elle n'est qu'un alibi de compétence.

La bureaucratie se donne par contre une position neutre et si deux administrations s'opposent on en crée une troisième ; elle naît de la recherche du « vouloir » de l'avenir en faisant prévaloir l'idée que l'objectif ne peut être atteint sans elle ; elle crée un transfert : si pour vouloir il faut une bureaucratie, créons une bureaucratie et le vouloir sera. La bureaucratie est la forme la plus répandue de la domination légale ; elle repose sur l'existence de compétences déterminées par les lois et les règlements, la protection du bureaucrate par un statut, le recrutement par concours sur une formation spécialisée, des rémunérations régulières et hiérarchisées, un droit de contrôle du supérieur sur le subordonné, l'organisation d'un avancement sur des normes préétablies et objectives et surtout la séparation entre l'homme et la fonction. Il existe un cercle vicieux bureaucratique, car la volonté de supprimer l'arbitraire conduit au développement de celui-ci. Les groupes ont beaucoup de difficulté à communiquer du fait de la rigidité du contenu des tâches ; les difficultés qui en découlent conduisent les individus à améliorer leur position dans la lutte

duire elle-même dans ses fonctions directrices. Le Code du Capital s'appuie sur les gouvernements forts ou sur un système de relations qui lui permet de faire fonctionner ses lois. Le Code du Pouvoir reçoit le soutien de la bureaucratie et d'un certain nombre de systèmes de relations. Ils disposent (les Codes) d'un certain consensus populaire qui tend à s'accroître avec le développement des inégalités de traitement entre le travail cybernétique et les autres formes de travail. La coexistence pacifique leur permet de développer, au niveau international, leur influence sur les pays dominés, mais aussi elle conduit à de nouvelles relations qui engendrent une modification profonde des formations économiques et sociales. C'est ainsi que les sociétés multinationales intéressent les pays socialistes et la réciproque se démontre chaque jour par la volonté des trusts internationaux d'implanter leurs marques ou leurs produits dans les pays socialistes, qui les rassurent avec l'existence d'un pouvoir fort. Parfois en conflit, souvent en concurrence, les Codes cherchent couramment à bénéficier de leur appui réciproque.

L'éducation impose des modèles dominants, elle manipule les aspirations des hommes, elle assure le maintien du système et la permanence des valeurs sociales, elle constitue un instrument fondamental pour la conservation du pouvoir. Les futurs dirigeants ou cadres privés ou publics sont

pour le pouvoir au sein de l'organisation ; ces comportements conduisent à des réactions tendant à conforter l'impersonnalité et la centralisation afin de combattre les privilèges abusifs ; la rigidité combattue secrète une nouvelle rigidité. Les économies modernes ne peuvent pas se passer de bureaucratie ; celle-ci peut se constituer partiellement en corps autonome, surtout dans le secteur public, et elle peut gêner largement le développement et la puissance du Code du Capital. Le pouvoir bureaucratique est une forme développée du Code du Pouvoir, car à partir d'une certaine dimension, l'administration de moyen devient fin. La concurrence du pouvoir et du statut social conduit à un empiètement rapidement institutionnalisé des libertés individuelles. Il est curieux de constater que le développement des organisations va de pair avec une certaine incapacité du système économique à diriger les flux économiques.

Le pouvoir est toujours volonté déclarée du peuple, en URSS comme en France. La contestation est nécessairement contraire à l'intérêt général, alors on l'étouffe. L'État revendique le monopole de la contrainte publique, mais aussi il se veut rationnel en justifiant sa répression. Le monopole de la force se triple de la monopolisation du savoir et de la monopolisation de l'enseignement du savoir. Il est surtout demandé au peuple de se soumettre en toute liberté.

Le futur cadre voit l'entreprise avec les yeux du patronat, le futur fonctionnaire comprend l'État à travers les normes qui lui ont été inculquées précédemment. Code du Pouvoir et Code du Capital naissent de la même source : la volonté de puissance. L'État veut se présenter comme une institution au-dessus des classes et sa « technocratisation » aide à fonder la crédibilité d'une telle hypothèse. Pourtant l'État fonctionne à la violence, à l'idéologie, à la distance. C'est pourquoi les écologistes rejettent souvent la prétention de l'État à tout vouloir organiser, diriger, contrôler.

L'État s'est avéré peu à peu si gênant pour le Code du Capital que ce dernier a cherché les instruments lui permettant de conserver le contrôle du mode de production. Les espaces économiques nationaux ne correspondent plus aux espaces politiques nationaux. Certains faits donnent à penser que sous la pression des agents économiques internationaux, les États dépérissent ; une telle conception ne nous semble pas justifiée, car le système a besoin du maintien des formes juridiques actuelles, de la police, de l'armée, de la standardisation des règles de l'échange, etc. En revanche, les formes étatiques changent dans le mouvement continu de l'histoire. Les spécialistes d'économie internationale expliquent le développement des firmes transnationales par l'existence des disparités nationales, par la structure oligopolistique du

marché, par l'avantage technologique ou par les divergences régionales des coûts de production. Ces explications sont ponctuellement intéressantes, mais la réification des hommes par l'argent et par le pouvoir est sans doute une explication plus générale du phénomène, parallèlement à l'incapacité des systèmes à résoudre les contradictions croissantes qui les assaillent. Les États eux-mêmes sont hiérarchisés selon qu'ils appartiennent au Centre ou à la périphérie ; la distribution nationale des firmes multinationales suit assez fidèlement la hiérarchie des produits nationaux. La création des sociétés transnationales a été, à notre sens, une réplique normale à l'accentuation du Code du Pouvoir, au moins dans les pays capitalistes. Le système transnational dispose de centres de décision multiples difficilement localisables. Certes, il existe quelques contre-pouvoirs (syndicats, par exemple), mais ils sont mal organisés. Les États qui pouvaient sous la pression de l'opinion publique, obliger les entreprises à agir conformément à des objectifs ponctuels dans des domaines il est vrai limités, ne peuvent actuellement que se soumettre ou se démettre lors du chantage généralisé au chômage et au transfert des activités. Les firmes multinationales mettent en concurrence les pays (et donc les États) pour la localisation de leurs investissements. La crise capitaliste profite largement à ces grands trusts qui ont la capacité financière

et industrielle pour réaliser des déséquilibres économiques propices aux grandes spéculations. On voit apparaître de plus en plus une entente entre les deux Codes, le Capital n'exigeant du Pouvoir que l'Ordre nécessaire à la croissance du profit, le Pouvoir exigeant du Capital l'accélération du taux de croissance de l'économie nationale, garantie d'un maintien au pouvoir. Principales bénéficiaires du chômage, les firmes multinationales l'entretiennent. C'est une nouvelle contradiction du système capitaliste. Or, le système transnational est irréversible dans une logique de croissance indéfinie et infinie. Le Code du Pouvoir cache ceux qu'il enrichit et fait croire qu'à long terme il enrichit tout le monde. Certains pays comme la France ont vu se développer un Code du Pouvoir particulièrement indépendant du Code du Capital, à tel point que ce dernier cherche systématiquement la compromission nécessaire à la sauvegarde de ses privilèges. Le Capital ne s'oppose pas à la classe au Pouvoir, mais il essaie *a priori* ou *a posteriori* de la compromettre. Il est remarquable de constater que les pays socialistes commencent aussi une fructueuse ère de collaboration avec les sociétés transnationales ; celles-ci aiment les pouvoirs forts et les sociétés socialistes adoptent en matière de gestion tous les principes de la Harvard School. Plusieurs sociétés transnationales reçoivent d'ailleurs des capitaux de l'Est. Ces organisations ris-

quent de provoquer un développement unitaire et planétaire de la croissance. On peut se demander si le nombre des supergéants industriels ira en décroissant et tendra vers l'unité, posant ainsi le problème du devenir de l'État. Les firmes géantes connaissent de nombreuses faiblesses, comme l'impuissance humaine à maîtriser un réseau de facteurs complexes, comme la difficulté à réaliser l'unité de direction, comme les dangers de la spécialisation territoriale. Il ne faut pas non plus oublier l'attachement des peuples à l'État National. Les sociétés transnationales tiennent leur puissance non seulement de leur capacité financière et industrielle, mais aussi de l'absence d'institutionnalisation du système d'interactions qui exerce effectivement le pouvoir, de l'existence de centres de décisions multiples leur donnant la souplesse et de la force juridique et économique de l'ensemble transnational. Pourtant, malgré les énormes moyens de coercition des firmes multinationales, dont le chantage au chômage n'est pas le moindre, quelques vélléités de contestations commencent à apparaître, de la part des « nationalistes » ou des « anti-impérialistes ».

### 3 — Une nouvelle analyse des besoins des hommes

Toutes les théories économiques incluent une théorie des besoins, mais elles

ne se donnent jamais la peine de l'expliciter (15). Or, une analyse sommaire nous incite à trois réflexions :

— Les définitions des besoins sont floues et elles se limitent la plupart du temps à accepter l'identité entre besoin et produit.

— La conception « naturaliste » n'est plus tellement reconnue, même si les théoriciens néo-classiques sont amenés indirectement à la retenir. Les besoins ne sont pas naturels, car les produits évoluent en fonction des périodes historiquement vécues et en fonction du type de civilisation. Le besoin est un phénomène qui ne peut pas se réduire à l'individu ; il est à la fois un phénomène individuel et un phénomène social. L'analyse néo-classique considère que les besoins sont subjectifs, individuels et immuables. Pour Marx, les besoins ne peuvent être que sociaux, historiques et objectifs. Depuis quelques années, les travaux d'Illich, de Marcuse, de Weisskopf, de Baudrillard, de Guillaume ou de Deleuze et Guattari ont apporté un nouvel élan à cette réflexion sur l'homme et sur le fondement de l'action humaine en matière économique. Les oppositions sont nombreuses et elles sont symptômatiques des conceptions particulières de chacun en matière d'organisation de la société. Il est alors du

---

(15) Fontanel J. : « Les besoins et l'économique », *Le Monde*, 25/07/1978.

plus grand intérêt pour les écologistes de revenir sur ce concept fondamental de l'analyse économique afin de démontrer les erreurs considérables des conceptions actuelles de la croissance.

— Enfin, il est clair que la science économique ne peut plus travailler seule sur la détermination des besoins. La mise en évidence d'un système cohérent de signes introduit la sociologie, la psychanalyse, la psychologie sociale ; la réflexion sur un Code du Pouvoir nécessite les lumières des sciences politiques et juridiques ; la compréhension des besoins vitaux implique la connaissance de la biologie, de la médecine, voire de la diététique. Il n'est plus possible à l'économiste de se complaire dans des définitions restrictives et il devient nécessaire de lutter contre l'impérialisme de l'économie.

Il nous paraît fondamental d'abord de distinguer nettement les besoins directs des besoins indirects, avant de faire une timide incursion dans la recherche des besoins directs.

## A — BESOINS DIRECTS ET BESOINS INDIRECTS

Le besoin se présente à la fois comme la privation ou le manque de ce qui est nécessaire à la vie et la sensation ou le

sentiment qui pousse à certains actes qui sont ou paraissent nécessaires. Il existe une confusion des économistes entre ces deux notions. Affirmer j'ai besoin de nourriture et j'ai besoin de travail n'indique pas la même chose, car la première expression implique un besoin direct, alors que la seconde expression fait référence à un besoin indirect. La relation entre la survie de l'homme et la nourriture est immédiate ; par contre le travail se présente comme une nécessité sociale de survie. C'est parce que j'ai faim que je travaille. La première expression définit un état, la seconde exprime une action destinée à résoudre le problème posé par l'état. Ainsi le besoin de main-d'œuvre d'un pays ne veut rien dire s'il ne se rapporte pas à l'ensemble des besoins directs de la collectivité. Il devient alors nécessaire de procéder à une étude systématique des besoins des hommes.

La confusion besoin-produit et le rejet de toute interprétation naturaliste du besoin ne permet pas une analyse correcte de la correspondance entre les objectifs du développement économique et la satisfaction des besoins des hommes. Quel que soit le type de société, l'homme a besoin de nourriture, de soleil, d'amour, de considération sociale. Nous dirons que le besoin direct est un besoin intrinsèque à l'homme, alors que les besoins indirects sont des

moyens destinés à satisfaire les besoins directs.

En termes plus appropriés, l'homme est un système thermodynamique dont le principe essentiel indique que tout système macroscopique évolue dans le sens de la dégradation de l'ordre qui le caractérise. Il y a dans la nature une tendance universelle à passer de l'ordre au désordre. Un organisme vivant essaie de maintenir une structure hautement ordonnée en utilisant l'entropie faible qui l'entoure pour combattre la dégradation de la matière à laquelle il est durablement soumis. L'utilité d'un objet dépend de son degré d'entropie. L'homme meurt s'il ne reçoit pas de l'extérieur une entropie basse, qui peut être de la nourriture ou une protection contre le froid. Les besoins directs ne sont que la manifestation de l'entropie humaine. Or pour combattre l'entropie, il faut trouver un « démon de Maxwell », sorte de sélecteur d'entropie, qui ouvre la porte à toute énergie basse et laisse disparaître l'entropie haute. Ce « démon de Maxwell » il existe dans la vie économique : c'est le travail.

Les besoins directs sont définis par la dégradation naturelle des ordres biologiques ou psychologiques de l'homme. Le démon de Maxwell empêche la mort de l'organisme vivant en procurant à l'espèce humaine l'entropie basse qui lui est nécessaire. Cette entropie basse vient de l'extérieur, elle naît de l'activité économique et

des relations humaines ; elle se définit comme l'ensemble des moyens concrets destinés à combattre l'entropie, à savoir au strict plan économique, les produits et services créés. Le manque d'amour engendre l'émergence d'une entropie haute, provoquant une dégradation de l'énergie du système. Par contre, le mode de satisfaction de nos besoins dépend de notre existence sociale : il est fondamentalement historique. La production des êtres humains ne se résume pas seulement dans la procréation ; elle appelle la production de « structures d'hominisation », c'est-à-dire la formation de l'homme de la naissance à la mort. Les besoins indirects peuvent être représentés par l'accumulation matérielle et par l'accumulation symbolique, la seconde étant fortement dépendante de la première.

Il faut être conscient que les besoins indirects n'ont aucune signification sans référence aux besoins directs, mais inversement, les besoins directs ne peuvent être satisfaits que par les besoins indirects. En outre, le lien fondamental qui les lie fondamentalement s'appelle, dans l'ordre économique, le travail. Ces trois facteurs sont interdépendants, ils n'ont de signification que les uns par rapport aux autres. C'est pourquoi la faiblesse des liaisons concrètes qui existent entre besoins directs et besoins indirects, conduit à un gaspillage incroyable du travail. Au lieu d'être un endroit

privilégié de libération, la sphère de la production est devenue le lieu essentiel de l'exploitation humaine.

Les besoins indirects peuvent alors être représentés par l'action des hommes pour combattre la rareté. Le travail en tant que tel n'est pas une privation ; par contre, l'activité et le repos peuvent être imaginés comme des besoins indirects, parfois complémentaires, souvent substituables. Les besoins directs expliquent la rareté et fondent la science économique. Les besoins indirects constituent les actions (ou les conséquences des actions) destinées à combattre la rareté. L'homme n'a pas un besoin direct de travail mais il lui est nécessaire de travailler pour satisfaire les besoins directs compte tenu des contraintes sociales. Cette fois, le besoin indirect est fondamentalement actif, en ce sens qu'il implique une action sur l'environnement en vue de réduire la rareté. Dès lors, l'idée de création des besoins prend un sens.

Une société facilite plus ou moins la satisfaction de certains besoins directs. Le « panier » souhaitable de la satisfaction des besoins dépend de plusieurs facteurs, dont le plus important nous semble devoir être le mode de production. Il est clair que l'impératif du profit dans une société capitaliste ne peut conduire qu'indirectement à la satisfaction des besoins, étant entendu que les seuls besoins satisfaits sont les besoins solvables.

Le panier souhaitable des besoins ne préoccupe guère les économistes, alors qu'un tel relevé devrait être considéré comme essentiel à tout effort de planification. Il suffit de constater que la notion de salaire minimum de croissance (SMIC) s'exprime en une certaine quantité d'unités monétaires déterminée par des rapports de force, pour comprendre l'incapacité actuelle, faute d'une théorie des besoins adéquate et d'une volonté politique affirmée, de prendre en compte une analyse en terme de budget minimal de survie.

Il apparaît une confusion fort regrettable entre les besoins directs et les besoins indirects ; il suffit de consulter les objectifs des planifications pour comprendre le rôle essentiel que jouent les besoins indirects (dominés par les producteurs) comme buts de la société, alors qu'ils ne devraient être que des moyens ou des effets ; cette constatation ne fait que confirmer l'extériorité de la croissance contemporaine par rapport à l'homme. Il n'est pas possible de raisonner, en outre, comme si les besoins étaient indépendants les uns des autres, car la satisfaction d'un besoin conduit souvent à la réduction de la satisfaction d'un autre besoin. Il faut alors faire référence, au niveau social, à la détermination des seuils minimaux de satisfaction des besoins, mais une telle étude implique une analyse interdisciplinaire très délicate et actuellement embryonnaire.

Enfin, le mode de production peut constituer, de par ses caractères, une limite à la satisfaction de certains besoins essentiels. Ainsi, la constatation d'une société fondée sur la lutte et la concurrence des hommes pose le problème de la sécurité à laquelle, sous différentes formes, l'homme aspire. Nous rejoignons alors la pensée de Veblen lorsqu'il affirme que la lutte à l'estime « ou à la comparaison provocante » ne permet aucune solution humaine possible.

La perception ou l'urgence du besoin fondamental varie avec le type de société ou le climat. Le silence est un besoin fondamental que l'homme du désert ne connaît pas. Il n'en prendra conscience que s'il accepte de vivre en ville. Il est sans doute possible d'ailleurs, en la matière, d'élaborer des normes minimales ou maximales. De même, les conditions de vie des individus intensifient ou restreignent les besoins fondamentaux. Certes, il existe des seuils. Il faut 2 400 calories pour vivre, 1 700 pour survivre avec une activité réduite. Si l'on ne peut se les procurer, l'insatisfaction sera irréductible. Trop de bruit peut conduire à des troubles nerveux et au suicide, même si par ailleurs tous les besoins directs sont satisfaits amplement. Il faut parler donc de l'irréductibilité de certains besoins, mais aussi du système des besoins, car au-delà des seuils, ce n'est pas un besoin particulier qui conditionne le

bien-être des individus, mais plutôt le panier offert. Il est à noter que les seuils ne sont pas figés, ils varient en fonction du développement de la société. Ainsi, pour accroître une consommation (besoin direct) plus de travail est nécessaire (besoin indirect), remettant en cause l'ensemble du « panier » des besoins directs puisque le besoin repos (direct) est affecté. Il apparaît donc plusieurs satisfactions positives ou négatives, qu'il faudrait être à même de comparer. Il n'est nul besoin d'insister sur cette impossibilité de comparaison des utilités. C'est pourquoi le seul raisonnement possible doit se faire à partir des seuils d'irréductibilité et, pour une étude plus précieuse, à partir d'une analyse en termes de coalitions de satisfaction des besoins. Dans le premier type d'étude, il pourrait être mis en évidence les calories minimales de survie ou le seuil à partir duquel une situation sociale conduit à des troubles graves. Dans le second type d'études plus complexe, plusieurs critères interviendraient concurremment, étant entendu que la faiblesse de la satisfaction de plusieurs besoins située individuellement au-dessus du seuil peut conduire à une insatisfaction irréductible.

## B — LA RECHERCHE DES BESOINS DIRECTS

Cette recherche reste fort embryonnaire, essentiellement parce que les sciences de l'homme semblent avoir négligé cette part importante de l'explication de l'existence humaine. L'étude de Malinovski (16)

| *Instincts*[17] | ⟶ *Actes* | ⟶ *Satisfactions* |
|---|---|---|
| Besoin de respirer Suffocation | Inhalation oxygène | Elimination CO2 |
| Faim | Prise alimentaire | Satiété |
| Soif | Absorption liquide | Etanchement |
| Sexe | Accouplement | Détumescence |
| Fatigue | Repos | Retour énergie musculaire et nerveuse |
| Agitation | Activité | Satisfaction fatigue |
| Somnolence | Sommeil | Réveil frais et dispos |
| Rétention vésicale | Miction | Disparition rétention |
| Rétention | Défécation | Détente abdominale |
| Peur | Fuite devant danger | Détente |
| Douleur | Esquive appropriée | Retour à la normale. |

(16) Malinovski : « Une théorie scientifique de la culture », Le Seuil, 1970.

(17) *Ibid.*, p. 68.

nous semble, de ce fait, particulièrement intéressante ; elle distingue les besoins élémentaires (conditions biologiques et de situation dont la satisfaction est nécessaire à la survivance de l'individu et du groupe) et les besoins culturels. Malinovski définit les séquences vitales, articulée en trois phases successives : les instincts, les actes et les satisfactions.

Le déterminisme biologique impose à la conduite humaine des séquences obligatoires qui doivent entrer dans toutes les cultures. Les connaissances du bon, de l'hygiénique, de l'admissible sont les effets des déterminations culturelles. La physiologie ne suffit pas à définir la troisième phase : la satisfaction ; le juif qui a consommé du porc laisse apparaître des symptômes physiologiques (vomissement ou indigestion) que ne peut expliquer la nourriture elle-même. Malinovski définit alors le besoin comme « le système de conditions qui, dans l'organisme humain dans le cadre culturel, et dans le rapport qu'ils soutiennent tous deux avec le milieu naturel, sont nécessaires et suffisantes pour que le groupe ou l'organisme survivent (18). » A chaque besoin élémentaire correspond une réponse culturelle, par exemple besoin élémentaire de reproduction, réponse culturelle la parenté. Malinovski fait une typologie des besoins élémentaires : métabo-

(18) *Ibid.*, p. 77.

lisme, reproduction, bien-être corporel, sécurité, mouvement, croissance et santé. Malinovski explique alors le contenu de chacun des besoins élémentaires et il donne les réponses culturelles adaptées. Les besoins dérivés sont aussi contraignants que les besoins biologiques, car ils sont liés par un rapport instrumental aux nécessités biologiques de la vie. Cette conception nous semble très intéressante, même si les notions de besoins dérivés et de besoins biologiques sont ambiguës et si le rôle essentiel du travail n'apparaît pas. Maslow (19) et Faverge (20) distinguent aussi les besoins de base et les besoins de degré supérieur. Pour eux, les besoins physiologiques sont essentiels ; leur satisfaction permet la recherche de la satisfaction des besoins de sécurité, qui elle-même conditionne la satisfaction des besoins d'affiliation, de direction personnelle ou d'intégration. Ces auteurs ont l'idée de ne plus imaginer les besoins comme des produits et ils abandonnent le couple besoin/produit pour la causalité besoins ⟶ produits.

Les planificateurs devraient s'intéresser à la notion de besoin direct. Mais la com-

---

(19) Maslow A. : « Motivation and personality », Harper & Row, 1954.

(20) Faverge J.-M. : « Recherche et traitement des informations dans l'étude des motivations », Metra-Sobemap, Vol. 2, n° 2, 1963.

plexité du mode de production et des instruments utilisés implique souvent la définition d'objectifs intermédiaires qui sont supposés être des indicateurs adéquats de ces besoins directs. Les planificateurs yougoslaves, par exemple, utilisent plusieurs indicateurs : indicateurs de consommation, démographiques, d'éducation, de culture, de santé publique et de prévoyance, de logement, etc. Ces indicateurs ne font malheureusement pas référence aux besoins directs proprement dits. Le Conseil National des Sciences du Canada définit plusieurs objectifs nationaux : prospérité nationale (niveau élevé de croissance économique, stabilité raisonnable des prix, répartition équitable des hausses de revenus, balance des paiements viable, réduction des inégalités économiques régionales), santé (prestation de meilleurs services médicaux, amélioration du milieu ambiant), instruction (de bonne qualité et continue), liberté, sécurité, unité (recherche d'une bonne compréhension régionale et internationale, défense des droits, sécurité de l'individu, protection contre les crimes), loisirs et culture individuelle (réduction durée travail, diminution servitude des travaux domestiques...) et paix mondiale (contribution à l'organisation de la paix et aide aux pays sous-développés). Cette conception mélange hardiment les besoins directs et besoins indirects, mais elle nous paraît très intéressante par sa prise en

compte synthétique des problèmes contemporains.

Weisskopf (21) considère qu'il faut tenir compte de la multidimensionnalité de l'homme : dimension spirituelle (royaume des significations), dimension normative (royaume de valeurs), dimension transcendentale (royaume de l'inconnu, du culte et de la foi), dimension affective (royaume des sentiments), dimension communautaire (royaume des relations avec autrui). Ces besoins sont négligés par les modes de production contemporains. Cette classification n'est pas très opérationnelle.

Nous pourrions pour notre part proposer les rubriques suivantes :

1) *Besoins physiologiques*
- Santé, nourriture, hygiène
- Sexualité
- Air, lumière, soleil
- Protection contre le froid, la chaleur
- ...

2) *Besoins de sécurité*
- Sécurité de l'avenir (investissement)
- Sécurité contre l'agression (défense et droit)
- Sécurité de l'immédiat (qui peut

(21) Weisskopf : « Aliénation, idéologie et répression », PUF, 1976, p. 190.

prendre la forme de la sécurité de l'emploi ou du revenu).

3) *Besoins d'épanouissement*
- Valeurs esthétiques
- Activités intéressantes (jeux)
- Environnement adéquat
- Equité
- Liberté
- Participation et considération sociale
- Amour
- ...

Il n'existe pas de primauté d'un besoin sur un autre, sauf si l'on se trouve en dessous de la satisfaction du seuil minimal socialement accepté. L'histoire nous montre que l'absence de liberté conduit les hommes, bien nourris ou non, à tenter de la reconquérir au prix de leur besoin le plus évident : la vie. Elle commence à nous informer de l'importance des valeurs esthétiques sur les comportements humains.

Il existe des besoins objectifs, car la persévérance de la sous-nutrition et de la malnutrition conduit à des constats médicaux incontestables, même si les scientifiques ne peuvent *a priori* fixer des niveaux minimaux indépendamment de la connaissance du taux d'activité, du climat ou du milieu social des individus. La nourriture se présente comme un besoin objectif, visible.

Par contre, la réflexion eschatologique

conditionne l'existence des hommes. La science oppose un non-savoir concernant l'immortalité de l'âme. Pour les philosophes (Jankelevitch, par exemple), c'est la mort qui crée la vie, qui lui donne sa finitude et lui offre son unicité. Or, le phénomène normal de la mort est nié par la société industrielle. « Or, ma société, par les moyens de cette culture, ne se contente pas de priver l'homme de son agonie, de son deuil et de la claire conscience de sa finitude, elle ne se limite pas à frapper la mort d'un tabou, à refuser un statut social aux agonisants, à pathologiser la vieillesse et à nihiliser les ancêtres. Elle nie même l'existence de la mort. La mort est le néant (22). » Pourtant, la représentation de la mort est un besoin, car elle explicite et donne un sens à la vie. La mort est refusée, niée, car le producteur et le consommateur disparaissent, rappelant ainsi la fugacité de la vie et l'impossibilité d'un bonheur fait de possession d'objets ou de pouvoirs futiles.

Cette nouvelle analyse des besoins nous a conduit :

1) à distinguer les besoins directs des besoins indirects ;

2) à définir le système des besoins fait de l'interdépendance des besoins directs (fins), et des besoins indirects (moyens de

---

(22) Ziegler J. : « Les vivants et la mort », Le Seuil, 1975, p. 13.

satisfaction des besoins directs) grâce au catalyseur travail (seul facteur de création des richesses) ;

3) à souligner l'inanité et même la nocivité des politiques qui tendent à développer la production de besoins indirects sans aucune référence aux besoins directs ;

4) à rappeler que l'homme n'est pas seulement un producteur et un consommateur ; il est aussi être de désirs, de joie, d'amour, etc.

5) à conclure à la nécessité d'une transformation radicale des systèmes de production actuels, incapables de prendre en compte les besoins directs sur lesquels, au contraire un silence inquiétant est fait.

Il nous faut maintenant définir les principes qui permettraient aux hommes d'échapper à la domination et à l'exploitation du système industriel.

Bibliographie


Barbe, J-P., Gerelli, E. (1977), Economie et politique de l'environnement, *Presses Universitaires de France*, Paris.

Beckerman (1974), *In defence of economic growh*, Jonathan Cape.

Cahiers de l'Association Française de Sciences économiques (1975), 25-27 Septembre.

Chase Econometric associates (1974), *The Macroeconomic impacts of Federal Pollution Control*, Bala, Cynwyd., December.

Dupuy & Robert (1986), *La trahison de l'opulence*, Presses Universitaires de France, Paris.

Ehrlich, P.R., *La bombe P*. Fayard, Paris.

Faverge, J-M. (1963), *Recherche et traitement de l'information dans l'étude des motivations*, Metra-Sobemap, Vol.2.n°2.

Fontanel, J. (1976), La planification et les besoins, Université des Sciences Sociales, Grenoble 1976 (198 pages).

Fontanel, J. (1977). Le besoin, comme nécessité de l'action. *Pour une nouvelle théorie économique des besoins*, Université des Sciences Sociales de Grenoble.

Fontanel, J. (1978), Les besoins et l'économique, *Le Monde*, 25/07.

Fontanel, J. (1979), Minimum vital, pauvreté, inégalités, in *Besoins et Planification*, Université des Sciences Sociales de Grenoble

Fontanel, J. (1979), L'anti-publicité, Diffusé par les Presses Universitaires de Grenoble, 1977, 2ème édition, Grenoble.

Fontanel, J. (1979) Ecologie, économie et plurigestion, Entente. Paris

Freyssinet, J. (1966), *Le concept de sous-développement*, Mouton.

Galbraith, K. (1970), *L'ère de l'opulence*, Calmann Levy. Paris.

Giri, R. (1978), *Le nucléaire inutile ?* Entente, Paris.

Guillaume, M. (1975), *Le capital et son double*. Presses Universitaires de France.

Lenco, M. (1973), Esquisse d'un système de statistiques de l'environnement, in *Evaluation de l'environnement*, Documentation Française.

Leontieff, W. (1971), Theoretical assumptions and non-observed facts, *American Economic Review*, May.

Malinovski (1970), *Une théorie scientifique de la culture*, Le Seuil, Paris.

Maslow, A. (1954) *Motivation and personnality*, Harper & Row.

Percebois, J. (1975), *L'énergie solaire*, Ed. CNRS.

Pommier (1975), La mesure de la qualité de l'environnement : comptes nationaux et environnement. *Cahiers de l'Association Française de Sciences Economiques,* Nanterre, 25-27 septembre.

Prudhomme, P. (1975) *Cahiers de l'Association Française de Sciences Economiques*.

Samuel, P. (1977), *Le nucléaire en question*, Entente, Paris.

Shisshido, S. (1974), *Conséquences macroéconomiques des politiques de l'environnement ? L'expérience acquise par le Japon*, OCDE, Paris

Samuel, P. (1973), *Ecologie, détente ou cycle infernal*, Coll 10/18. Union Générale d'Editions. Paris.

Vadrot, C-M. (1978), *L'écologie, histoire d'une subversion*, Syros, Paris.

Weiskopf (1976) Aliénation, idéologie et répression, Presses Universitaires de France.